

L'interdiction des licenciements

C'EST MAINTENANT!



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

Une longue litanie de licenciements et de fermetures de sites industriels commence. Face à cette situation insoutenable, ce ne sont pas des mesurette qui donneront une perspective aux salariéEs concernéEs.

PSA, Technicolor, Air France, Arcelor, Sodimédical, Carrefour, Novatrans, Sealynx, SevelNord, SFR... ce n'est plus seulement une longue litanie de plans « sociaux », de fermetures de sites, de licenciements programmés. C'est la réalité immédiate de milliers de salariéEs qui vont se retrouver dans une semaine, un mois, trois mois, sans travail, c'est-à-dire sans moyen de vivre, sans perspective de retrouver un boulot

dans des régions dévastées par le chômage, au tissu industriel miné par des décennies de restructurations de groupes qui avaient bénéficié des aides à la décentralisation. Pour violents et spectaculaires qu'ils soient, ces drames sont loin de couvrir l'entièreté des attaques contre l'emploi. Si les statistiques officielles sont devenues muettes sur la question, les ruptures conventionnelles semblent tomber au rythme de 15 à 20 000 par mois, soit environ

200 000 par an. Un gigantesque PSE invisible. De la même façon, les plans de départs « volontaires » et autres accords de méthode épargnent aux entreprises les aléas des procédures légales de PSE et les recours devant les tribunaux de prud'hommes. Et, dans la fonction publique, la « rumeur » du non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite pourrait bien se vérifier rapidement.

SUITE PAGE 2



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

REGARDS

Marche des fiertés, entretien avec Arthur Vuattoux d'Act-Up Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Espagne, appel en soutien des mineurs des Asturies Page 5



ACTU

Éducation nationale, tout ça ne fait pas le compte! Page 9

Agenda

28 juin, dette, réunion publique, Fontenay-sous-Bois (94).

Le CAC94 Nord (collectif local contre la dette) vous invite à un débat public sur le pacte budgétaire européen et la situation en Grèce, avec Roxanne Mitralias (militante grecque contre la dette) et Jean-Claude Chailley (membre du collectif national).
RV à 20h30, Maison du citoyen, 16, rue du Révérend-Père-Aubry.
Plus d'infos sur : www.leurdette.wordpress.com.

30 juin, Marche des fiertés, Paris.

Comme chaque année, la Marche des fiertés a lieu pour revendiquer l'égalité des droits entre hétéros et LGBT. Cette année, le thème de la marche est d'ailleurs « En 2012, l'égalité n'attend plus ». RV à 14 heures à Montparnasse. (lire aussi ci-contre).

30 juin, Sortir du colonialisme, Paris.

Le réseau Sortir du colonialisme organise sa Journée d'été.
Ordre du jour :
9-13 heures : « Les peuples sans État »
13-14 heures : pause déjeuner
14-18 heures : « Comment inscrire la Semaine anticoloniale dans la perspective de la nouvelle donne politique ? »
RV de 9 à 18 heures, à l'Académie arts et culture du Kurdistan, 16 rue d'Enghien, Paris 10^e (M^o Bonne-Nouvelle ou Château-d'Eau).
Réservations déjeuner :
L'idée est de déjeuner touTEs ensemble pour un échange convivial, autour d'un repas préparé par les camarades kurdes. Merci de nous confirmer votre présence pour pouvoir organiser au mieux ce buffet à l'adresse suivante : jzl2805@gmail.com
La participation aux frais est fixée à 10 euros.

7-8 juillet, rencontres d'été des Féministes en mouvements.

Les 45 associations du collectif « Féministes en Mouvements » vous invitent à leurs secondes Rencontres d'été. Le thème de cette édition sera « L'égalité femmes-hommes en chantier ! »
Au programme, plénières, ateliers-débat, ateliers-formation, projections, village associatif, librairie, jeux et spectacle le samedi soir.
RV du samedi 7 juillet à 10 heures au dimanche 8 juillet à 15 heures, Université d'Evry (Essonnes). Venez discuter politique, écouter de la musique, manger et boire un coup...

7-11 juillet, 2^e forum européen contre les grands projets inutiles imposés, Notre-Dame-des-Landes.

Avec au programme du samedi 7 juillet : présentation des luttes européennes et concerts de Bred'Irie, Ke Onda, ZEP
Dimanche 8 juillet : grande action collective, pique-nique, forums et concerts avec Prévert, Champs de Révolte. Et tout au long de la semaine du 7 au 11, des stands, débats, animations.
Participation de soutien libre !
Camping, bar, restauration sur place.
infos : <http://forum-gpii-2012-ndl.blogspot.com/>
(lire aussi p.8)



L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS, C'EST MAINTENANT !

SUITE DE LA PAGE 1

Faire payer la crise aux classes populaires signifie, entre autres, pour la bourgeoisie, réduire de manière drastique les capacités de production, notamment en Europe et aux États-Unis. La mondialisation, les délocalisations, le coût du travail sont autant de prétextes à ces attaques frontales qui, avec la montée du chômage, fait peser une chape de plomb sur les possibilités de riposte des salariéEs.

SAUVETAGES BIDONS

Au-delà de cette propagande, tout un arsenal juridique et des mesures de sauvetage bidons sont mis en œuvre pour tenter d'amoindrir les ripostes et d'empêcher les révoltes. Le ministère du Redressement productif et sa cohorte de technocrates se démènent et jouent les pompiers sur les situations les plus urgentes. Plan de sauvetage de l'automobile, financement des formations ou des programmes de recherche et développement, coup de pouce sur les « contrats de génération » avec 300 000 prévus sur la durée du quinquennat, développement du « contrat de sécurisation professionnelle » qui assure, durant douze mois, 80% de leur ancien salaire à des licenciéEs économiques suivant une formation, loi visant à obliger un industriel se désengageant d'une usine française

à la céder à un repreneur... Autant de dispositifs à l'efficacité douteuse et dont les coûts seront supportés par la collectivité.

Mais le patronat a aussi des idées plus radicales, dans la logique des accords « compétitivité-emplois » : réduction des salaires, perte de jours de RTT, suppression de pauses, engagements de modération revendicative des syndicats voire interdiction du droit de grève et exclusion de l'entreprise des syndicats non signataires. Autant de rêves patronaux devenus réalité aux États-Unis dans l'automobile et l'électronique et en Italie chez Fiat.

DIFFICULTÉS À MOBILISER

Dans ce contexte, construire les ripostes est difficile. Les équipes syndicales, même combattives, peinent à mobiliser l'ensemble des salariéEs concernéEs. De ce fait, les nécessaires démarches d'échanges, de coordination, sont remises à plus tard. L'inacceptable absence des fédérations, des structures régionales, des confédérations dans la popularisation des luttes et des tentatives de mise en commun, rendent ces constructions encore plus difficiles. Pire : ce jeudi 28 juin, alors que les salariéEs, de Technicolor et de PSA manifestent contre les fermetures programmées de leurs sites (respectivement

devant le tribunal de commerce de Nanterre à 9 heures et à l'occasion de la réunion du comité de groupe, avenue de la Grande-Armée à 10 heures), la fédération métallurgie CGT appelle à un rassemblement devant le Medef, rue de Varennes ! Pour peser sur la « conférence nationale pour la croissance et l'emploi » des 9 et 10 juillet ?

Au bout des luttes sur l'emploi, les succès complets sont exceptionnels. Et peut-être provisoires. Les quelques exemples de luttes victorieuses (Ford, SBFM, Goodyear...) doivent être popularisés pour montrer la possibilité d'arrêter le massacre. À l'opposé du « dialogue social », il faut construire la mobilisation, sur des revendications qui ne dessaisissent pas les salariéEs au profit des technocrates et des bureaucrates. Un programme permettant à touTEs les salariéEs de s'impliquer dans la lutte pour interdire les licenciements et réduire le temps de travail.

Robert Pelletier

regards

Propos recueillis par Dominique Angelini

Marche des fiertés, une marche pour les droits de touTEs les LGBT

Le 30 juin aura lieu la marche des fiertés à Paris. Cette année, le thème en est « L'égalité n'attend plus ». Entretien avec Arthur Vuattoux, vice-président d'Act-up, qui rappelle que l'égalité est encore loin d'être acquise.

L'an dernier, le thème de la marche était « En 2011 on marche, en 2012 on vote ». Cette année, c'est « En 2012 l'égalité n'attend plus ». Penses-tu que les droits des LGBT pourront avancer avec le PS au pouvoir ?

Les promesses faites aux LGBT pendant la campagne, notamment l'accès au mariage pour les couples de même sexe, sont évidemment une avancée, mais beaucoup trop tardive... Il faut quand même rappeler que le PS était au pouvoir au moment du Pacs, et que les droits qui ont été mis en place à cette époque-là sont discriminatoires. Le Pacs est un contrat amoindri, qui confère des droits différents de ceux du mariage. Nous sommes donc méfiants, vigilants et sceptiques par rapport à cette idée que « l'égalité n'attend plus », qui semble vouloir dire que désormais tout est possible. Nous connaissons les limites idéologiques du Parti socialiste, et notamment sa volonté de ménager dans ses propositions un électorat parfois mitigé vis-à-vis des questions LGBT. Va-t-on enfin ouvrir le débat sur l'homoparentalité et l'éventualité d'un recours à de nouvelles méthodes de procréation assistée ? Va-t-on continuer à accorder d'un côté des droits aux LGBT tout en précarisant toujours plus certaines parties de la communauté, et notamment les travailleurs du sexe, en pénalisant leurs clients ?

Quelles sont selon toi les priorités ?

Les priorités, maintenant que les propositions générales semblent intégrées au calendrier politique, sont de plusieurs ordres. D'abord, il faut rappeler que cet acronyme, LGBT, est trop souvent réduit aux L (lesbiennes) et aux G (gays), qui polarisent l'attention politique. Pour autant, les trans' sont souvent les grands oubliés de ces débats. Aujourd'hui, en France, et contrairement à un pays tel que l'Argentine, les trans' qui ne sont pas allés jusqu'au bout de leur transition (chirurgie, stérilisation, psychiatrisation...) ne peuvent pas changer d'état civil, et cela conduit à des situations parfois dramatiques pour les personnes dans leur quotidien. De même, n'oublions pas la précarité sociale et économique qui frappe aujourd'hui encore les LGBT : taux de suicide toujours beaucoup plus élevé chez les LGBT qu'en population générale, taux de chômage plus important, poids du sida dans une communauté pédé où les contaminations augmentent depuis plusieurs années. Aujourd'hui, par exemple, un pédé sur cinq est contaminé à Paris : cette situation est grave, et ce sera d'ailleurs le mot d'ordre d'Act Up-Paris dans cette marche.

« 1 sur 5 », on n'en est pas fier et c'est notre rôle de le rappeler dans la marche, d'autant que les marches des fiertés parisiennes n'ont jamais pris pour mot d'ordre le sida. Il y a un vrai déni, une vraie invisibilité de cette question à laquelle il faut remédier, l'épidémie n'est pas une fatalité, elle est affaire de volonté politique.

À ton avis, la marche des fiertés est-elle un événement militant qui fait avancer les droits ?

Oui, si on s'en donne les moyens. Faire en sorte qu'on ne réduise pas cette marche à un grand défilé convivial, même si la convivialité c'est important également. Il faut en profiter pour porter des projets politiques, dénoncer l'insuffisance des politiques publiques à destinations des LGBT, rappeler que le sida est toujours là, et que faire la fête ne signifie pas oublier nos combats. Pour cela, il faut des messages clairs, une marche respectueuse de touTEs, qui n'exclut personne. C'est pour cela que nous avons dénoncé le mot d'ordre « En 2011 je marche, en 2012 je vote » : une marche des fiertés doit inclure les étrangerEs, sans-papiers, ceux qui ne votent pas par choix ou de par leur statut. Une marche des fiertés doit inclure tous ceux et celles qui souhaitent faire valoir leurs droits en tant que minorités sexuelles, sans restriction...



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

Grèce : en désordre de marche

Après sa victoire aux législatives du 17 juin, la Nouvelle Droite a formé un gouvernement avec le Pasok, revenant à l'alliance qui avait accepté tous les mémorandums. L'enjeu pour la gauche radicale est maintenant d'organiser les luttes et surtout de construire un mouvement antifasciste contre les nervis de l'Aube dorée.

Après les cris de joie de la bourgeoisie internationale soulagée de la courte victoire de la droite, la semaine écoulée a permis de vérifier les premières impasses : face aux timides morceaux de bravoure du Premier ministre Samaras, qui demande un délai pour la suite de la mise à mort du pays, ses grands amis Juncker ou Barroso se sont chargés de rappeler que la Grèce avait des engagements à respecter sinon gare... Samaras aura donc bien du mal à faire croire qu'il veut geler... la baisse des rémunérations ! Autre souci pour lui : les tractations pour son gouvernement. Ainsi, le Pasok, soucieux de ne pas sombrer définitivement, a décidé de ne pas envoyer de cadres mais seulement de recommander des technocrates à ce gouvernement auquel il participe sans participer – position contestée par les extrémistes Loverdos et Chrysochoïdis, tellement grillés qu'ils se seraient bien vus ministres pour continuer leur politique à la Hortefeux ou à la Besson ! Même position du groupe Dimar, scission droitrière du Synaspismos, qui après avoir espéré en vain récupérer les voix des électeurs du Pasok, a hésité entre gouvernement et opposition, sachant que dans tous les cas, sa raison d'être est menacée. D'ores et déjà, ce gouvernement expose donc sa fragilité – et son machisme : deux femmes sur 37 ministres – et cela est accentué par l'examen attentif des résultats du 17 juin, qui montrent le discrédit des deux ex-grands partis dans les régions et quartiers populaires : ainsi, la Crète, région historique du Pasok, a donné le 17 juin la majorité à Syriza, comme l'ont fait bien des banlieues ouvrières et populaires de la région d'Athènes (de 35 à 37% à Keratsini, Perama, Eleusis, Laurion...).

RELANCER LES MOBILISATIONS
Redisons-le : les campagnes électorales n'ont pas mobilisé les foules et le fort taux d'abstention (40%) montre bien, au regard des enjeux,



(PHOTO THÈQUE ROUGE/DA)

le discrédit dans lequel 30 ans de bipartisme Pasok-droite et les deux années de soumission totale à la Troïka ont plongé l'action politique. Il est aujourd'hui urgent de relancer les luttes pour remettre au premier plan l'activité autonome des travailleurs et travailleuses, en prenant à bras le corps l'organisation des chômeuses et chômeurs (52% des jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés sont chômeurs) et en œuvrant à des revendications unificatrices sur les salaires, contre les licenciements et les privatisations, sur lesquelles la Troïka, qui vient commettre son nouveau contrôle cette semaine, va insister durement vu les très faibles rentrées de fonds des privatisations. Une raison supplémentaire de relance des luttes ouvrières est le score que peut obtenir le groupuscule nazi Chryssi Avgi dans ces banlieues : jusqu'à 16,7% à Aspropyrgos, 11 à Eleusis. La lutte antinazie est donc un axe prioritaire : d'abord dans le cadre de la bataille antiraciste (samedi, une bande de nazis protégés par les flics est venu intimider des commerçants immigrés dans la banlieue de Nikaia, à l'imitation de leurs ancêtres SS), ensuite parce que l'absence de réactions

de masse encourage ces tueurs à étendre leurs agressions aux organisations ouvrières, comme on l'a vu au Pirée le 17 juin au soir. Dans cette phase, empêcher de se développer et faire rentrer sous terre ce groupuscule de tueurs que la loi n'empêche actuellement pas de glorifier publiquement Hitler et l'antisémitisme, sera tout à fait possible vu les rapports de forces, mais à une condition : faire travailler dans un cadre unitaire durable des organisations et associations travaillant trop souvent pour leur propre chapelle. Ceci est désormais incontournable et se met en pratique localement avec des mobilisations antifascistes assez fortes dans quelques endroits (1000 manifestants à Perama après les agressions contre des immigrés d'Égypte, conférence de presse unitaire à Chania).

LES TÂCHES DE LA GAUCHE
Plus que jamais, après la séquence électorale, les luttes doivent être liées à des perspectives politiques : ne pas laisser souffler un seul instant le nouveau gouvernement, dit très justement Antarsya. Ce qui suppose de combiner luttes sur le terrain et cadre politique national

pour la mise en œuvre des revendications. De ce point de vue, la semaine écoulée a été décevante du côté de Syriza, avec le dirigeant Tsipras s'engageant à mener une opposition loyale (comprendre : strictement parlementaire ?) au gouvernement du mémorandum et même de soutenir ses « bonnes » mesures éventuelles. Si la tenue d'AG ouvertes avancée par Syriza est une bonne chose, cela ne suffira pas, d'autant que la perspective est de vouloir transformer Syriza en parti, objectif qui divise ce regroupement et ne répond pas aux urgences. La gauche anticapitaliste, et en son sein Antarsya, mais aussi des organisations révolutionnaires dans Syriza comme DEA, a donc pour tâche de mettre en avant tous les cadres de front unique possibles, en n'oubliant pas le KKE, dont la consigne « au peuple de corriger le vote du 6 mai » s'est conclue en catastrophe électorale et impliquera peut-être un meilleur accueil des militantEs à des campagnes de luttes unitaires.

A. Sartzekis, Athènes, le 24 juin



Par **Henri Wilno**

SMIC : +6 CENTIMES DE L'HEURE !

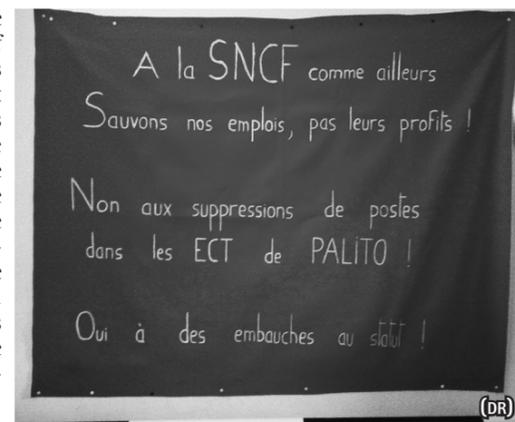
Le « coup de pouce » au Smic, annoncé par François Hollande, se traduit finalement par une hausse de 2% du taux horaire. Selon le code du travail, le Smic est augmenté, chaque 1^{er} janvier, selon une formule qui additionne l'inflation depuis la dernière revalorisation avec la moitié du gain de pouvoir d'achat du salaire ouvrier moyen (celui-ci n'ayant pas progressé plus que l'inflation, il ne rentre pas en compte cette fois-ci) et un éventuel coup de pouce, à la discrétion du gouvernement. Les 2% annoncés le 26 juin comprennent donc, en réalité, et sous forme d'« avance », une partie de l'inflation devant intervenir dans la hausse qui doit être accordée, au plus tard, le 1^{er} janvier 2013. Il s'agit de l'augmentation constatée des prix entre novembre 2011, date de la dernière revalorisation, et le mois dernier, soit 1,4%. Résultat : le vrai coup de pouce est de 0,6% (2% - 1,4%), soit moins de 6 centimes d'euros de l'heure pour une augmentation totale de 18 centimes de l'heure (le Smic horaire va passer de 9,22 à 9,40 euros). Et la hausse de janvier prochain sera minuscule. Pas de quoi pavoiser pour les bas salaires. Le gouvernement affiche un chiffre de hausse de 21,50 euros par mois. Mais cela ne concernera pas les temps partiels nombreux à être payés sur la base du Smic horaire, surtout pour les femmes. Ce n'est pas non plus comme ça qu'on réduira les inégalités : une étude de l'Insee publiée le 26 juin montre qu'en 2010 (derniers chiffres disponibles), dans le privé, les augmentations ont été d'autant plus fortes qu'on monte dans la hiérarchie : le pouvoir d'achat du salaire mensuel net moyen des ouvriers a baissé de 0,2%, celui des employés a fait un peu mieux avec +0,2% tandis que les cadres gagnaient 1%. Bien sur, le Medef a protesté. Il est là pour ça et mène avec résolution la lutte des classes. Le 19 juin, Laurence Parisot a tenu un discours apocalyptique et décalé de la réalité économique sur la situation des entreprises. Il s'agit de faire pression sur le gouvernement pour que la future augmentation des taxes pèse avant tout sur les salariéEs. L'énergie du Medef contraste avec l'atonie des directions syndicales dont la passivité actuelle préjuge très mal de leur tonus face aux mesures d'austérité en discussion au gouvernement et qui devraient apparaître au grand jour en septembre dans les budgets de l'État et de la Sécurité sociale.

SNCF, une grève réussie qui doit en préparer une autre !

Face à la menace brandie par la direction de la SNCF de supprimer, dès septembre prochain, 31 postes dans le service des trains (en majorité des agents commerciaux ou « contrôleurs ») de Paris Austerlitz, Limoges et Toulouse (Palito), les cheminotEs directement concernéEs ont su rapidement s'imposer dans le rapport de forces en faisant reporter ce projet à 2013. En effet, un mois seulement après l'annonce de cette attaque visant à économiser plus de 2 millions d'euros par an sur notre dos en réduisant à un seul agent l'accompagnement de plusieurs trains sur l'axe, ce premier recul des dirigeants est à mettre au crédit de notre grève. À vrai dire, notre réaction collective relève d'abord de la contestation du sous-effectif qui dégrade déjà quotidiennement nos conditions de vie (congrés refusés, productivité accrue...)

et de travail (manque de moyens humains et matériels pour assurer nos missions de service public...), et que ces suppressions de postes aggraveraient encore. Avec en moyenne plus de 50% de grévistes à Paris Austerlitz et Limoges durant les cinq jours consécutifs du mouvement massivement reconduit par nos assemblées générales, nous avons réussi une étape dans la lutte pour le retrait de ce projet que le report permet ainsi d'organiser. Si nous devons poursuivre la coordination de nos actions (par exemple, une délégation de camarades grévistes de Limoges et Brive nous ont rejoints à Paris pour envahir une instance de l'entreprise et interpellé la direction...), nous voulons nous adresser aux cheminotEs en vue d'une amplification de la mobilisation pour gagner des embauches au statut et l'amélioration de nos conditions de

vie et de travail. Pas un service de la SNCF n'est épargné par le vaste plan de « dégraissage » massif des effectifs (essentiellement réalisé par les restructurations et le non-remplacement des départs à la retraite) qui a sacrifié plus de 12000 emplois en dix ans au nom de la compétitivité. Alors pourquoi se battre chacun dans son coin ? Dans une période où la classe dirigeante est unie pour faire payer aux travailleurEs la crise de son système capitaliste notamment par des plans de licenciements et de suppressions de postes, il nous faut défendre la convergence de toutes les résistances ouvrières à cette politique d'austérité. À la SNCF comme ailleurs, sauvons nos emplois, pas leurs profits !
Comité NPA cheminots Paris Austerlitz



Front de Gauche : majorité ou opposition ?

Le Parti communiste a tenu une conférence nationale le 20 juin dernier après avoir fait voter sur deux jours l'ensemble des militants et militantes communistes. Ils devaient se positionner sur trois décisions immédiates concernant la place du PCF dans la nouvelle majorité de gauche, leurs initiatives d'action, le gouvernement et l'avenir du Front de Gauche.

C'est à une écrasante majorité que les 494 délégués communistes réunis à La Mutualité ont décidé lors d'une conférence nationale sans grande surprise de refuser de participer au gouvernement Ayrault. Selon Pierre Laurent, « nous avons multiplié durant la campagne présidentielle les appels pour que soient prises en compte nos propositions. Mais la réponse a toujours été que les socialistes s'en tiendraient au seul projet présidentiel... Les conditions de notre participation ne sont donc pas réunies, mais nous restons disponibles ». Il n'y aura donc pas de ministres communistes à l'heure actuelle, mais cela ne veut pas dire pour autant que le PCF et plus globalement le Front de Gauche seront dans l'opposition au gouvernement Ayrault. Une position d'équilibriste difficilement

lisible qui fait d'ores et déjà débat au sein du Front de Gauche, en particulier dans les deux principales composantes qui ne sont pas tout à fait sur la même longueur d'onde. Le Parti de Gauche et son principal ténor Jean-Luc Mélenchon sont sur la ligne du « ni-ni » : « ni dans la majorité ni dans l'opposition, mais dans l'autonomie conquérante ». Martine Billard précise même « on n'est pas dans l'opposition comme l'UMP. On ne votera pas de motion de censure présentée par la droite contre le gouvernement ». Les communistes, quant à eux, estiment que cette ligne du « ni-ni » leur aurait même coûté des voix aux législatives, selon Ian Brossat. Pour eux donc, pas question d'être dans l'opposition. Ils veulent même être dans la majorité ayant contribué à la victoire de Hollande. Ainsi, André Chassaigne,

futur président du groupe parlementaire autour du Front de Gauche et de cinq élus « d'outre-mer », se considère lui « davantage comme dans le cadre d'une majorité de gauche, voire d'une forme de solidarité parlementaire ». Bref, dans la future Assemblée nationale comme actuellement au Sénat, les élus communistes seront donc dans la majorité. Est-ce que cette solidarité parlementaire dont parle Chassaigne ira jusqu'à voter le discours de politique générale de Jean-Marc Ayrault ce jeudi et un peu plus tard le budget ? En tout cas, il n'apporte aucune réponse claire sur cette question, ce qui en dit long sur le flou savamment entretenu autour des positions des parlementaires du PCF. Le point commun entre les diverses orientations existant au sein du Front de Gauche, c'est à

l'évidence que la construction d'une opposition de gauche n'est pas au centre de leur démarche, quand elle n'est pas explicitement exclue. Jouant sur les mots, présentant l'opposition à Hollande-Ayrault comme étant l'apanage uniquement de l'UMP, le Front de Gauche laisse actuellement la voie libre au gouvernement. Pourtant les mesures d'austérité qui accompagneront très rapidement la prochaine loi de finances rectificative, ainsi évidemment que le premier budget discuté en fin d'année, laisseront peu de place aux atermoiements. Entre soutien au gouvernement et résistance à l'austérité de gauche, il faudra clairement choisir.

Sandra Demarcq

Droite et extrême droite à la croisée des chemins

Après la défaite, vient l'heure des bilans. L'UMP en pleine déconfiture doit faire son choix entre la ligne compatible avec le FN et celle de la droite dite sociale.

La balkanisation de l'UMP se poursuit de plus belle depuis sa défaite aux élections législatives. À chaque jour sa nouvelle prise de bec entre les différents prétendants au poste de dirigeant du parti ou sa polémique entre les défenseurs sans nuance du bilan du règne de Sarkozy et ceux qui en exigent un « inventaire critique ». Les chefs de la droite lavent leur linge sale bien au-delà du cercle familial : les coups bas pleuvent par médias interposés et les ambitions personnelles s'affichent au grand jour. Morano a cartonné Fillon en déclarant « c'est facile de faire le beau quand on traverse une prairie alors que d'autres sont dans un champ de mines ». Péresse a lâché Copé comme une vieille chaussette pour rallier le camp de Fillon. Copé et Fillon ont désormais de nombreux concurrents dans la course à la présidence de l'UMP d'ici le congrès de novembre : Baroin, Le Maire, Kosciusko-Morizet se sont déclarés. On suppose qu'il y en aura d'autres : désormais sans chef incontestable et incontesté, les apprentis « sauveurs suprêmes » sont légion. Mais derrière les querelles et les règlements de comptes personnels classiques des appareils des partis bourgeois, et renforcés en période de vaches maigres électorales, il y a des choix stratégiques différents en filigrane. Maintenir un parti regroupant l'ensemble des tendances de la droite mais en leur donnant plus de libertés et de moyens, notamment à celles qui « regrettent » la trop grande droitisation de l'UMP... car elle n'a pas été payante ! Ou bien participer à la construction d'un parti de type populiste comme ont pu le faire d'autres politiciens de droite dans certains pays européens avec des composantes de l'extrême droite (la Ligue du Nord en Italie par exemple). Lors d'une récente interview, Marine Le Pen s'est réjoui de la guerre des chefs à l'UMP et a prédit « la mort de l'UMP ». De fait, l'UMP s'est prise à son propre piège en allant chercher des voix sur le même terrain fangeux que celui de l'extrême droite sans en engranger les bénéfices électoraux en retour. Cela a bénéficié au Front national, non seulement électoralement mais aussi politiquement : le phénomène de « dédialabolisation » du FN a été principalement l'œuvre de l'UMP et de son ex-chef Sarkozy. Pour le FN, comme pour la droite, les élections municipales de 2014 seront cruciales. En termes de postes, bien sûr, mais aussi d'influence et de rapports de forces au sein des forces réactionnaires et prétendant incarner le recours face au gouvernement de gauche. Tout ce qui se passe de ce côté de l'échiquier politique est bien sûr peu ragoutant pour toutes celles et tous ceux qui rejettent les thèses nauséabondes de l'extrême droite et de sa pâle copie l'UMP. Mais n'y soyons pas indifférents car c'est important pour mieux combattre ces ennemis de notre camp social. Et bien sûr, c'est par notre intervention dans la lutte des classes et la construction d'un rapport de forces favorable au monde du travail que nous serons capables de les empêcher de nuire.

Marie-Hélène Duverger



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/SOPHIE)

LE GOUVERNEMENT AYRAULT II Des récompenses pour les partis godillots

Le mini-remaniement ministériel qui a suivi les législatives offre deux places aux Radicaux de gauche, dont les différences avec le PS sont pour le moins ténues. Par ailleurs, Batho remplace Bricq à l'écologie, ce qui n'est pas forcément une bonne nouvelle.

Hollande et Ayrault ont remanié leur gouvernement à l'issue des législatives. On peut se demander pourquoi, puisqu'ils ont obtenu la majorité absolue des députés pour leur « changement », et que tous les ministres ont été élus ou réélus. Il ne s'agit pas non plus d'ouvrir le gouvernement aux communistes et au Front de Gauche, puisque ceux-ci (heureusement) s'y refusent. L'objectif semble être d'offrir quelques ultimes récompenses aux fidèles et aux ralliés de la majorité présidentielle, en échange de leur complète loyauté. Il y a quatre nouveaux ministres, dont deux radicaux de gauche, l'une à l'artisanat et au commerce et l'autre à la décentralisation.

Le charismatique leader du parti des Radicaux de gauche, Jean-Michel Baylet, s'est donc « félicité que les radicaux de gauche aient toute leur place dans le gouvernement », c'est-à-dire... à égalité avec les écologistes. C'est sûr que cette composante de la majorité, tout le monde connaît

l'originalité de ses idées et de son programme, et la grande différence avec les socialistes ! Le citoyen radicalisé, soucieux de trouver une solution face à la crise, se prend donc à rêver : à quand un gouvernement Ayrault III qui offrira un sous-secrétariat aux espaces verts et aux latrines municipales à l'un de ces radicaux de gauche ou autres « divers gauche » qui ont tant à apporter au « changement » ?

18 DÉPUTÉS VERTS

On est dans la même logique désormais avec Europe Écologie Les Verts. Ils ont eu leurs dix-huit députés (huit de plus que le Front de Gauche) grâce à l'accord passé (de capitulation politique, aussi bien économique qu'écologique) avec le Parti socialiste en novembre 2011. Ils ont leur récompense, un groupe indépendant à l'Assemblée et des places au gouvernement. Mais pour en faire quoi ?

En tout cas, voici la direction d'EELV ravie, dont la direction s'est fendue le soir du

remaniement d'un communiqué titré : « Les écologistes sont là, et cela va se voir ! » Sauf que justement, silence radio dans ce communiqué sur ce qui est le remaniement gouvernemental le plus important et qui aurait dû tout de même les faire tiquer : la sénatrice socialiste Nicole Bricq perd le ministère de l'Écologie au profit de Delphine Batho (une très proche de Ségolène Royal, histoire soit de consoler la vaincue de La Rochelle, soit d'acheter sa garde rapprochée pour lui ôter le pouvoir de se venger ?).

BRICQ CONTRE SHELL

Nicole Bricq, qui se disait la veille encore « passionnée de problèmes écologiques », serait maintenant « très heureuse de la mission qui lui a été confiée » de prendre le ministère du Commerce extérieur, selon Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement et ministre de la langue de bois. Mais n'y aurait-il pas ici la sanction d'un excès de zèle... écologique, de la ministre ? Elle venait tout juste de suspendre les permis

de forage en haute mer concédés à la firme pétrolière Shell, au large de la Guyane. Une activité qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour l'environnement. Et en plus Nicole Bricq annonçait la refonte du vieux code minier français, plus favorable aux intérêts des industriels qu'à l'environnement. La ministre a donc été écartée, les permis de forer signés. Shell est satisfait... et les Verts muets. Décidément, le diable est dans les détails, et ce mini-remaniement gouvernemental, mine de rien, en dit long sur les intentions de Hollande et son équipe : la discipline parlementaire et gouvernementale au service de la discipline budgétaire à la sauce austéritaire. Avec menues récompenses pour les godillots volontaires de la « majorité pour le changement ».

Yann Cézard

ÉGYPTE

Le candidat des Frères musulmans élu contre celui de l'armée



Le Caire, le 24 juin, les partisans de Morsi fêtent la victoire sur la place Tahrir. (REUTERS / IMAGES)

Le deuxième tour de l'élection présidentielle a abouti à la victoire des Frères musulmans contre le candidat de l'armée qui incarnait la contre-révolution. Cela donne un délai aux révolutionnaires pour construire un mouvement de masse capable de satisfaire les revendications de la population.

Au terme d'un entre-deux tours tendu, qui a vu le Conseil suprême des forces armées (CSFA) procéder à ce qui a été qualifié de « coup d'État institutionnel », c'est finalement le candidat des Frères musulmans, Mohamed Morsi, qui a été déclaré vainqueur avec 51,8% des voix.

Pour la première dans l'histoire de l'Égypte républicaine, la présidence sera donc assumée par un civil. La puissante confrérie remporte ainsi, un an et demi après la révolution du 25 janvier, une victoire historique face à l'armée. Mais quelle victoire? Morsi devra assumer une présidence surveillée de près par le CSFA qui a pris soin, le jour même du scrutin, d'en réduire drastiquement les prérogatives, tout en s'arrogeant le pouvoir législatif. Plutôt que de forcer à tout prix la victoire de son candidat, Ahmed Shafiq, au risque de provoquer un nouveau soulèvement, l'armée a semblé-t-il opté pour un compromis qui lui permet de garder la main tout en plaçant les FM en première ligne face aux aspirations de la population égyptienne. Mais ce compromis ne saurait être analysé que comme provisoire, la perspective d'un coup d'État militaire, épée de Damoclès au-dessus de la révolution, restant tout à fait plausible. La défaite de Shafiq, qui avait annoncé vouloir « remettre le pays

en ordre en moins d'un mois », a été accueillie avec un immense soulagement dans les rangs des révolutionnaires. Sa victoire aurait signifié, en plus d'une démolition générale, une répression sans retenue face au soulèvement qu'elle n'aurait pas manqué de provoquer et à tous les mouvements qui continuent de porter le processus révolutionnaire.

LES FRÈRES MUSULMANS FACE À LEURS CONTRADICTIONS

Quelques jours avant l'annonce de leur victoire, les Frères musulmans avaient une nouvelle fois fait preuve de leur puissance, des centaines de milliers de leurs partisans occupant la place Tahrir pour protester contre la dissolution du Parlement, dans des scènes qui rappelaient les dix-huit jours qui avaient abouti à la chute de Moubarak. Cette organisation qui avait cherché tout au long de l'année 2011 à négocier avec le CSFA, et avait lors de la bataille de Mohamed Mahmoud en novembre/décembre accusé les révolutionnaires de gauche « d'anarchisme » et de « sabotage », s'est alors lancée dans sa course vers le pouvoir en tant que dépositaire de la Révolution. Et maintenant? Pour avoir adopté une attitude ambiguë vis-à-vis de l'armée et pour n'avoir résolu aucun des problèmes de la société

égyptienne après leur victoire aux législatives, paraissant se préoccuper uniquement de la conquête de tous les leviers du pouvoir, les FM ont obtenu cette victoire en perdant la moitié de leurs voix en six mois. Rien n'indique que Morsi, qui a d'ores et déjà donné des gages de stabilité à la classe dirigeante du pays, notamment en annonçant qu'il respecterait tous les accords internationaux, saura se sortir de la contradiction entre une base sociale très défavorisée, qui aspire à la justice sociale, et une direction qui représente elle-même une fraction de la classe dirigeante. Concernant les questions sociales, Morsi a semble-t-il arbitré en faveur des « réformateurs » de la confrérie en annonçant ne pas vouloir accentuer les références à la charia dans la constitution égyptienne, et en annonçant qu'il garantirait les droits des femmes et de la minorité copte. En cherchant ainsi à rassurer une partie de la population égyptienne réticente à une islamisation croissante de la société, les FM pourraient rapidement être confrontés à la constitution d'un pôle salafiste en voie de radicalisation, dans un scénario à la tunisienne.

QUELLE ALTERNATIVE?

Autant de contradictions qui devraient voir les Frères musulmans continuer à perdre de leur influence. Mais pour le

profit de qui?

La victoire de Morsi est une victoire temporaire face à la contre-révolution brutale incarnée par Shafiq. Face à ces deux forces qui se disputent la tête de l'État, les révolutionnaires devront exploiter ce délai pour se constituer en alternative et pour continuer à construire un mouvement de masse seul à même de satisfaire les revendications issues de la révolution.

Romain Hingant

Appel en soutien aux mineurs des Asturies

Nous publions cet appel de soutien aux mineurs des Asturies qui sont en grève pour sauver leurs emplois

Les luttes des mineurs en défense de leurs postes de travail est un exemple de lutte, combativité et auto-organisation qui doit être soutenu par l'ensemble de la classe ouvrière, le gauche et les mouvements sociaux.

L'impact de cette lutte provoque une solidarité qui s'étend dans tous les secteurs et territoires, elle inspire toutes celles et tous ceux qui luttent en ce moment contre les attaques sans fin contre nos droits sociaux et du travail.

Les mineurs ont besoin de réponses et ils ont besoin de réponses maintenant, avec des objectifs à court et moyen termes. À court terme, il est nécessaire de défendre les emplois et d'éviter la tragédie sociale que vivent depuis des années les familles ouvrières dans ces zones. Et à moyen et long terme, il est nécessaire de trouver des alternatives d'emploi réelles dans des secteurs énergétiques non polluants qui permettent de sortir de la crise sans hypothéquer l'avenir.

Pendant toutes ces années de reconversion, les fonds destinés à cette fin ont été dilapidés, ils ont servi pour le profit d'une minorité. Rechercher où ils sont allés et trouver des responsabilités est le premier pas nécessaire pour ouvrir un véritable processus qui implante un nouveau modèle productif, contrôlé par ceux d'en bas, qui soit au service des intérêts sociaux de la majorité et soit respectueux de notre planète

Alors que les banques et les banquiers sont sauvés, l'austérité retombe sur les travailleurs qui sont obligés à lutter pour défendre leur futur. Les mineurs nous montrent le chemin que nous devons parcourir pour le reste des secteurs en lutte. Nous voulons montrer notre soutien et lançons cet appel à étendre leur exemple... L'enjeu est important.

Premiers signataires

Alfonso Sastre, écrivain et metteur en scène

Eva Sastre Forest, éditorialiste Hiru

Willy Toledo, acteur

Carlos Álvarez-Nóvoa, acteur et écrivain

Rafael Xambó, professeur de sociologie, Université de Valence

Carlos Gómez Gil, sociologue et professeur de l'Université d'Alicante

José Ramón González Parada, sociologue et directeur de la revue 'Esbozos'

Salvador López Arnal, collaborateur de « Rebelión » et « El Viejo Topo »

Jerónimo Aguado Martínez, paysan

Miguel Riera, directeur de « El Viejo Topo »

Joxe Iriarte, Bikila, écrivain et membre de Gorripidea

Santiago Álvarez Cantalapiedra, directeur de la revue

'Papeles de relaciones ecosociales y cambio global'

Olga Rodríguez, journaliste

María Trinidad Bretones, professeur d'économie, Université de Barcelone

Esther Vivas, activiste et journaliste

Santiago Alba Rico, philosophe et écrivain

Olivier Besancenot, candidat à la présidentielle de 2007 et porte-parole du NPA (Francia)

Pour signer cette pétition yoapoyoalamineria@gmail.com

MINÉURS ESPAGNOLS EN GREVE



Rio - Non au capit

Brésil 2012: injustices sociales et environnementales marchent du même pas !

Il y a 20 ans, le Brésil accueillant le « Sommet de la terre » se positionnait alors comme le champion du « développement durable », d'un nouveau modèle de développement conciliant l'économie, le social et l'environnement. Le Brésil qui reçoit cette année la conférence des Nations unies sur « l'économie verte » se situe aux antipodes de cette promesse d'une alliance heureuse entre capitalisme et environnement. Dans ce pays immense occupant la surface de la moitié de l'Amérique Latine, recelant des richesses naturelles colossales, la majorité de ses 180 millions d'habitants vit dans la plus grande pauvreté. Le Brésil apparaît comme l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, un pays où l'écart entre la minorité privilégiée et la majorité appauvrie est l'un des plus grands. Le Brésil est une sorte de « Suissinde » où les riches vivent comme en Suisse, les pauvres comme en Inde... Nos camarades du PSOL (Partido Socialismo e Liberdade) écrivent dans la revue de leur secteur écosocialiste lancée le 18 juin :

« Dans notre pays, dont la formation historique, socio-économique et culturelle a été fondée sur la monoculture d'exportation, l'esclavage, la surexploitation systématique et le génocide des peuples indigènes et descendants des Africains, le vol et la dévastation de notre nature, le programme "Accélération de la Croissance" des gouvernements Lula puis Dilma est la dernière facette du "développementalisme". » Ce « développementalisme » a des conséquences dramatiques sur le plan social comme sur le plan environnemental.

Dans les campagnes, 1% des propriétaires latifundiaires occupent 40% des terres agricoles du pays, alors que la masse des paysans n'a que de minuscules lopins, ou pas de terre du tout. Avec le développement du capitalisme dans les campagnes, et le remplacement des cultures vivrières ou céréalières par l'élevage extensif de bovins – destinés à l'exportation pour les chaînes McDonald's – les paysans sont expulsés des terres par les pistoleiros, les hommes de main des propriétaires fonciers. Ces millions de paysans chassés affluent vers les grandes villes, en particulier les grandes mégalopoles comme Rio de Janeiro et Sao Paulo, où la majorité d'entre eux est condamnée à s'entasser dans les favelas, les misérables bidonvilles qui entourent les villes, où ils n'ont ni électricité ni eau courante.

La complaisance du gouvernement à l'égard de l'agro-industrie est criante : 10% du budget de l'aide à l'agriculture sont partagés entre des millions de familles de la petite production paysanne, qui fournit la plupart des cultures alimentaires du pays, tandis que 90% vont à une poignée de grands propriétaires de l'agro-business capitaliste, produisant pour l'exportation (soja, maïs, bovins).

Depuis 2008, le Brésil dépasse les États-Unis et est devenu, avec 19% des pesticides utilisés dans le monde, le pays qui en utilise le plus. Selon l'Association brésilienne de santé publique, le tiers des aliments consommés dans le pays est contaminé par les pesticides. C'est aussi dans les grandes propriétés consacrées à la monoculture que se constatent les niveaux d'érosion des sols due à l'eau et au vent les plus élevés. Le bilan du gouvernement c'est aussi l'ouverture du pays aux OGM de Monsanto. Alors que la déforestation est à l'origine de près de 75% des émissions de CO₂ du Brésil, la révision du Code forestier, sous la pression des puissants lobbys agricoles, prévoit notamment une amnistie pour tous ceux qui ont déboisé illégalement avant 2008. Le nouveau texte prévoyait aussi un assouplissement de la préservation de la forêt amazonienne, qui pouvait conduire à une augmentation de la déforestation de près de 50% d'ici à 2020. Finalement, grâce à une forte mobilisation, la présidente Dilma Rousseff a mis un veto partiel, rétablissant notamment l'obligation pour les grands propriétaires terriens de reboiser des terres qu'ils avaient illégalement déboisées, les exigences sont moins strictes pour les petits agriculteurs et les éleveurs pauvres. Mais tout affaiblissement de la loi met en danger la plus grande forêt tropicale du monde.

Autre dossier brûlant : la décision d'imposer le projet pharaonique de construction du barrage hydro-électrique de Belo Monte sur le Rio Xingu, un affluent de l'Amazonie. La construction du barrage a été lancée en janvier dernier impliquant l'expulsion des habitantEs et la destruction d'une vaste aire boisée. La mobilisation continue. À deux jours de l'ouverture du sommet, 300 personnes, des membres des communautés amazoniennes mais aussi des militants écologistes, ont investi le chantier situé à quelque 3 500 kilomètres de Rio de Janeiro afin de dénoncer « les crimes sociaux et environnementaux commis par la construction de ces grands projets hydroélectriques en Amazonie ».

Ce barrage n'est pas, loin s'en faut, le seul grand projet destructeur du pays, ils sont nombreux agressant et détruisant les territoires traditionnels cadre physique et culturel de vie des peuples indigènes et quilombolas (descendant des esclaves marrons), provoquant détournement des fleuves, pollution des eaux et des sols, destruction de la biodiversité.

C'est la convergence, la rencontre, le dialogue de l'ensemble des résistances aux différentes manifestations de la barbarie capitaliste et productiviste qui fait la puissance et la richesse, du « Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale » qui se tenait en réponse au sommet officiel, afin de mobiliser contre « les fausses solutions » à la crise et la transformation de la nature en marchandise. Alors que, dans les villes comme dans les communautés, les femmes sont les premières victimes, la semaine a aussi été ponctuée par la marche des femmes réunissant 5 000 manifestantEs, de la Marche mondiale des femmes, de la CUT, de Via Campesina, de nombreuses forces féministes et participantEs du Sommet des peuples. Avec des mots d'ordre contre les violences faites aux femmes, le droit à disposer de son corps, mais aussi contre le capitalisme et pour dire que ni la terre, ni la nature, ni notre corps ne sont des marchandises, ont peut parler d'un écoféminisme anticapitaliste !

Christine Poupin



« Rio + 20 » ou « Rio + toxique » ?

Dans le cadre du Sommet des peuples, l'une des activités auto-organisées – sous le nom de « Rio + Toxico Tour » – proposée par des associations, communautés et mouvements sociaux, permettait aux participantEs de mesurer sur place les impacts sur les territoires et les communautés de la région de Rio de plusieurs grands projets industriels : l'usine sidérurgique ThyssenKrupp dans la baie de Sepetiba, la raffinerie Reduc et le complexe pétrochimique Comper dans la baie de Guanabara. Chacun des trois « circuits » partaient délibérément du siège de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), banque publique avec des capitaux privés, qui se présente comme une banque « verte », mais finance nombre de grands projets nuisibles d'un point de vue social comme environnemental au Brésil, mais aussi dans toute l'Amérique latine, la Caraïbe et en Afrique.

Comment TKCSA détruit une région

La ThyssenKrupp Companhia Siderúrgica do Atlântico (TKCSA) est la première pièce du dispositif industriel et portuaire qui doit s'implanter dans la baie de Sepetiba à l'ouest de Rio de Janeiro. Cette zone est un véritable trésor naturel, l'une des 25 régions les plus riches en biodiversité du monde. L'entreprise a commencé à s'installer en 2006, après avoir été refusée dans de nombreux autres pays ou États du Brésil et malgré une forte résistance. Elle a démarré en 2010 sans avoir répondu aux exigences environnementales qui conditionnent théoriquement l'obtention des autorisations légales. L'usine émet des tonnes de CO₂ dans l'air – suffisamment pour augmenter le niveau des émissions dans la ville de Rio de Janeiro de 76%. Elle rejette des particules de fonte et des « pluies d'argent » qui recouvrent tout, jusque dans les maisons. Les analyses pratiquées par différents laboratoires spécialisés montrent la présence de différents produits chimiques, métaux lourds et polluants. Les effets sur la santé et les conditions de vie des habitantEs sont considérables : problèmes respiratoires et dermatologiques tout particuliè-

rement chez...
Comme il es...
plois : 18 00...
normal, en...
emplois son...
mesure avec...
pêcheurs so...
de la faune...
et parce qu...
TKCSA fait...
de Santa Cr...
d'un portill...
roues, l'usin...
à faire un la...
La populati...
se battent p...
rencontre o...
multiples pl...
CSA », « La...
+ Toxico To...
l'une des M...
telle assem...
et l'engager...
des peuples...
Christine Po

1. Femmes arg...
militaire à la fi...
droits démocra...

+ 20 Capitalisme vert !

ARBRE
CHE LA
STATION...



- FAUJOUR -

z les personnes affaiblies et les enfants.
est d'usage, TKCSA a fait miroiter la création de nombreux em-
0 pendant la phase de construction et 3 500 en fonctionnement
2009 elle a réduit le chiffre à 2 500. En réalité très peu de ces
nt occupés localement et surtout leur nombre est sans commune
c les plus de 8 000 emplois de pêcheurs artisanaux sacrifiés. Les
ont réduits au chômage, parce que le poisson, comme le reste
et la flore, l'ensemble de la chaîne alimentaire, est contaminé
ils sont dissuadés d'accéder à la baie par le service de sécurité.
régner son ordre aussi sur terre, la rue centrale de la petite cité
uz s'interrompt soudainement, les riverainEs se trouvent en face
on gardé ne permettant le passage que des piétons et des deux-
e s'est approprié la route, espace public, obligeant les habitantEs
arge détour pour aller vers le village voisin.
on, les pêcheurs, avec le soutien de militantEs et de chercheurs,
pour faire reconnaître leur droit contre la multinationale. La
rganisée dans la petite salle des fêtes de Santa Cruz décorée de
otos et banderoles - « Nos poumons ne sont pas les filtres de la
ie d'abord et pas le profit » - a été pour les participantEs du « Rio
ur » un moment qu'ils et elles ne sont pas près d'oublier. Quand
ères de la Place de Mai qui participe au tour dit devant une
olée « il n'y a que la lutte, la lutte, la lutte », l'internationalisme
ment militant prennent son visage. C'est aussi cela le « Sommet
» !
upin
entines qui se sont battues pour retrouver leurs enfants enlevés par la dictature
n des années 1970 et poursuivent depuis toutes ces années leur combat pour les
tiques et sociaux.

Quand l'économie et le capitalisme se peignent en vert

Le vert fait vendre. De la « révolution verte » en passant par la « technologie verte » et jusqu'à la « croissance verte », il s'agit toujours de nous faire sortir de la crise. Dernière trouvaille en date : l'« économie verte ». Une économie qui, contrairement à ce que son nom indique, n'a rien de « vert », mis à part la couleur des dollars qu'espèrent gagner ceux-là mêmes qui en font la promotion.

Il faut dire que la nouvelle offensive du capitalisme global, visant à privatiser et à transformer massivement en marchandises les biens communs, trouve dans l'économie verte sa plus haute expression. Dans un contexte de crise économique comme celle d'aujourd'hui, il s'agit précisément d'une des stratégies du capital pour récupérer des taux de profits élevés, en privatisant les écosystèmes et en transformant le « vivant » en marchandise.

L'économie verte constituera, justement, le thème central dans l'agenda du prochain Sommet des Nations unies sur le développement durable, Rio+20. Il aura lieu du 20 au 22 juin à Rio de Janeiro, vingt ans après le Sommet de la Terre de l'ONU qui s'était déroulé en 1992 dans cette même ville.

Deux décennies plus tard, où en sommes-nous ? Que sont devenus des concepts tel que le « développement durable », qui est accolé à ce sommet ? Où en est la ratification de la Convention sur le changement climatique qui avait jeté les bases du Protocole de Kyoto ? Ou de la Convention sur la diversité biologique qui fut élaborée à l'époque ? Ce ne sont plus que des chiffons de papier, ni plus ni moins. La situation aujourd'hui est pire qu'à l'époque.

Au cours de toutes ces années, non seulement on n'est pas parvenu à freiner le changement climatique, la perte de biodiversité, la déforestation, etc., mais ces processus n'ont fait, au contraire, que s'aggraver et s'intensifier. Nous assistons ainsi à une crise écologique sans précédent qui menace l'avenir de l'espèce humaine et de la vie sur cette planète. Une crise qui joue un rôle central dans la crise de civilisation que nous traversons.

Cette crise environnementale met en évidence l'incapacité du système capitaliste à nous sortir de la voie sans issue dans laquelle nous a conduit sa logique de croissance illimitée, de profit à court terme et de consumérisme compulsif. Cette incapacité à offrir une issue réelle, nous avons clairement pu la constater lors des échecs des sommets sur le climat à Copenhague (2009), Cancún (2010), Durban (2011), ou lors du sommet sur la biodiversité à Nagoya au Japon (2010). À chaque reprise ce sont des intérêts politiques et économiques particuliers qui se sont imposés sur les besoins collectifs de l'humanité et sur l'avenir de la planète.

Dans ces sommets, on a adopté des fausses solutions face au changement climatique : des solutions technologiques comme le nucléaire et les agrocarburants, ou encore la capture et le stockage sous terre des émissions de CO₂. Autant de mesures destinées à masquer les causes structurelles qui nous ont conduits à la crise écologique actuelle. Ces fausses solutions ne cherchent qu'à faire du profit avec cette crise et elles ne feront rien d'autre que l'aggraver.

Les liens étroits entre ceux qui possèdent le pouvoir politique et le pouvoir économique expliquent cette absence de volonté pour adopter les réponses effectives. Les politiques ne sont pas neutres. Une solution réelle implique un changement radical du mode de production, de distribution et de consommation actuels, une confrontation ouverte avec la logique productiviste du capital. Autrement dit : toucher au noyau dur du système capitaliste. Ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique ne sont pas disposés à faire une telle chose car

ils ne veulent pas « tuer la poule aux œufs d'or ».

Aujourd'hui, vingt ans plus tard, ils veulent nous vendre leur « économie verte » comme une solution à la crise économique et écologique. C'est un autre grand mensonge. L'économie verte ne cherche qu'à faire du profit avec la nature et avec la vie. Il s'agit d'un processus d'appropriation néocolonial des ressources naturelles - du moins celles qui ne sont pas encore privatisées - afin de les transformer en marchandises que l'on achète et que l'on vend.

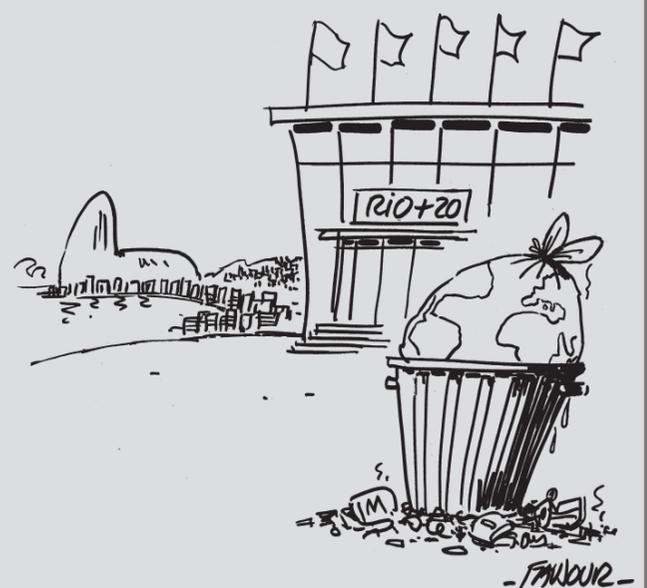
Ses promoteurs sont, précisément, ceux qui nous ont conduit à la situation de crise dans laquelle nous nous trouvons : les grandes entreprises multinationales, avec le soutien actif de gouvernements et d'institutions internationales. Ces mêmes compagnies qui monopolisent le marché de l'énergie (Exxon, BP, Chevron, Shell, Total), de l'agro-industrie (Unilever, Cargill, DuPont, Monsanto, Procter&Gamble), des pharmaceutiques (Roche, Merck), de la chimie (Dow, DuPont, BASF), sont les principales qui impulsent l'économie verte.

Nous assistons à une nouvelle attaque contre les biens communs, et les perdants seront les 99% de notre planète. Et tout particulièrement les communautés indigènes et paysannes du Sud, celles qui protègent et vivent de ces écosystèmes. Elles seront expropriées et expulsées de leurs territoires au profit des entreprises multinationales qui veulent tirer profit de ces écosystèmes.

Le sommet de Rio+20 est destiné à garantir ce que l'on pourrait appeler « une nouvelle gouvernance environnementale internationale », qui consolide la marchandisation de la nature et permette un plus grand contrôle oligopolistique sur les ressources naturelles. En définitive, il s'agit de déblayer le terrain pour les entreprises multinationales afin qu'elles s'approprient les ressources naturelles en légitimant des pratiques de pillage et d'usurpation. La réponse est entre nos mains ; dire « non » et démasquer un capitalisme et une économie qui ne font que se peindre en vert.

Esther Vivas
Traduction : Ataulfo Riera

Article publié dans Público le 17 juin 2012.
Pour plus d'infos : <http://esthervivas.com/francais>

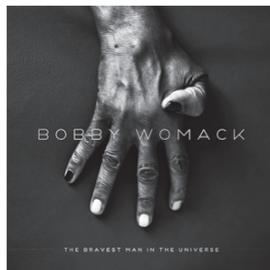


- FAUJOUR -



forum-gpii-2012-ndl.blogspot.fr

Du 7 au 11 juillet aura lieu à Notre-Dame-des-Landes le deuxième Forum européen contre les grands projets inutiles. Le choix du lieu n'est bien sûr pas anodin. Le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes fait l'objet depuis des années d'une lutte acharnée contre ce projet aussi coûteux qu'inutile, aussi prétentieux que catastrophique pour l'environnement et les paysans chassés de leurs terres. Ce blog réunit toutes les infos pratiques nécessaires, ainsi qu'un appel à bénévoles pour le bon déroulement du forum. Parmi les organisations présentes, vous trouverez Attac, Confédération paysanne, Greenpeace, Réseau Sortir du nucléaire, Stuttgart 21, etc.



MUSIQUES
THE BRAVEST MAN IN THE UNIVERSE

Bobby Womack
XL recording
Au moment où tant de jeunes talents et groupes enfourchent avec plus ou moins d'inspiration la mode du rétro et s'amuse à sortir des albums « comme à l'époque », que ce soit dans le rock 50' ou le funk 70', il est presque naturel que les anciens, dans cette nouvelle forme de la querelle avec les modernes, s'amusent de leur côté à poser leur art sur des sonorités actuelles. Ainsi le grand Bobby Womack, auteur d'une des plus belles BO de la blaxploitation *Across 110th Street* en 1973, publie un nouvel album qui sonne comme une petite leçon de chose : pas besoin de rejouer l'histoire quand on l'a déjà écrite. Son étonnante voix, légèrement rocailleuse, se pose ici sur des productions épurées et lumineuses, sans fausse pudeur nostalgique, à la recherche d'une soul sans complexe et d'un groove discret qui s'efface devant le chanteur.

King Martov



EXPOS
HELMUT NEWTON AU GRAND PALAIS

Jusqu'au 30 juillet
La première rétrospective majeure consacrée en France au travail du photographe allemand a été prolongée. L'occasion de se plonger dans son œuvre, qui explore et brouille les frontières entre masculin et féminin. Érotique et provocante sans verser dans le vulgaire, souvent qualifiée de porno-chic, l'œuvre d'Helmut Newton reste inclassable. Les femmes qu'il photographie sont souvent altières, parfois androgynes, jamais dénuées de sex appeal. Mais qu'on ne s'y trompe pas, son épouse, June Newton, rappelait à l'ouverture de l'exposition : « *Helmut ne se souciait pas des féministes !* » Le corps masculin est rarement érotisé chez Newton. Pourtant, il lui arrive de transformer les hommes en pin-up. Newton ne s'est jamais embarrassé d'interdits. Il osait faire tout ce qu'il voulait. Sa démarche a ouvert la voie à de nombreux photographes de mode ou d'art. Il disait de son propre travail : « *J'aime et recherche les réactions. Je n'aime ni la gentillesse ni la douceur.* »

Milo



CINÉMA
LE GRAND SOIR

Benoît Delépine et Gustave Kervern
Une de ces zones commerciales comme il en a poussé partout dans ce pays, avec ronds-points, parkings et voitures, rares parce que la crise est là, et un seul piéton (Benoît Poelvoorde), vieux « punk à chien » qui y fait la manche et qu'on va suivre à son rythme, rarement pressé sauf quand il se met en rage. Puis son frère (Albert Dupontel) qui se croit installé, costume-cravate-pavillon-femme-enfant, jusqu'au moment où son patron le vire parce qu'il n'a pas tenu ses « objectifs ». Qu'y peuvent les parents (Brigitte Fontaine et Areski), tenanciers « no future » de la « Pataterie » de l'endroit ? C'est là que tout bascule... À côté de ses acteurs remarquables et de son tempo délibérément décousu, le film, destiné à être projeté dans les lieux mêmes dont il filme le saccage, vaut aussi par sa dénonciation de l'aliénation marchande. Mais le « grand soir » punk auquel il appelle ne dessine pas non plus beaucoup d'espoirs.

Gilles Bounoure



LIVRES
ULYSSE - Nouvelle traduction

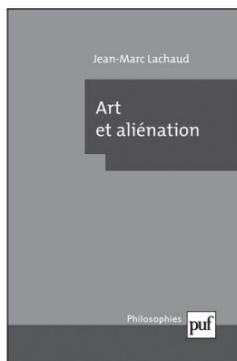
James Joyce
Ulysse
Nouvelle traduction
Traduction dirigée par Jacques Aubert
Folio
Roman fleuve universel, *Ulysse* n'a qu'un très lointain rapport avec cette Grèce qui nous interpelle tant aujourd'hui. Raison de plus pour se plonger dans ce « *Styx* » de la vie, sans début ni fin. *Ulysse* est truffé de paraboles, d'allégories et de symboles et ses niveaux de lecture et d'interprétation sont quasiment infinis. Un roman qui contient tous les romans en lui. L'histoire se résume pourtant à peu. Un jour de 1904, à Dublin, Léopold Blum, un agent publicitaire juif cocu malheureux (*Ulysse*), vit de façon parodique tous les épisodes de l'*Odyssée* en une journée et retrouve Stephen Dedalus, jeune prof poète irlandais de souche (*Télémaque*) le soir au bordel. En utilisant des techniques comme la répétition ou l'onomatopée, Joyce rédige une partition musicale qui amène le lecteur à un point de musicalité tel que les sonorités des mots finissent par se substituer à leur sens.

Sylvain Chardon

l'essai

ART ET ALIÉNATION

Jean-Marc Lachaud
Presses Universitaires de France
176 pages
12 euros



Dans quelle mesure et sous quelles conditions l'art, par sa pratique ou sa présence, peut-il contribuer à l'émancipation de l'humanité ? Et dans quelle mesure et par quelles voies peut-il être au contraire employé à rendre plus acceptable son aliénation, comme on l'observe trop souvent ? Jean-Marc Lachaud, professeur d'esthétique à l'université Marc-Bloch de Strasbourg, ne prétend pas ici répondre de façon complète à ces vastes questions. Néanmoins, pour avoir inauguré ses travaux par l'analyse de la controverse opposant Lukacs et Bloch en matière d'art, puis scruté tout au long de son enseignement les positions formulées à ce sujet d'un point de vue révolutionnaire ou déclaré tel, il a su condenser ses lectures et ses réflexions dans ce petit livre aussi utile sur le plan politique que pour les étudiants auxquels il est nominalelement destiné. Son exposé historique allant de Marx à nos jours regorge de citations dont les références offrent à qui veut une riche bibliographie, mais il se distingue surtout par l'art du philosophe militant à susciter la réflexion par des interrogations qui font participer ses lecteurs à des débats même dépassés à première vue, ou devenus souterrains quoique demeurés centraux, comme la querelle du réalisme (et du « réalisme socialiste » stalinien) occupant plus d'un chapitre. Soulignant « *la fonction critique de l'art* » et associant pour finir « *engagement, contestation, résistance* » et « *art, utopie, émancipation* », il s'appuie à maintes reprises sur les surréalistes, les penseurs membres ou proches de l'École de Francfort, et ce qu'a pu en écrire Daniel Bensaïd. Il reprend avec lui l'heureuse formule arrêtée par Trotsky et Breton, « *toute licence en art* », condition d'un « *art révolutionnaire indépendant* ». Reste qu'aujourd'hui, c'est l'aliénation qui a « *toute licence* » et tous les moyens voulus, ceux de l'art ne faisant pas exception.

Gilles Bounoure

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

LIVRE Comment bien gouverner à gauche ?

La Fondation Copernic vient de publier une note qui analyse les possibilités de gouvernements à gauche, dans le cadre de la crise capitaliste et en dehors. Un très bon outil pour les anticapitalistes.

Que pourrait faire un gouvernement de gauche s'il en avait la volonté politique ? La dernière note de la Fondation Copernic, *Changer vraiment, quelles politiques économiques de gauche ?*, a l'ambition de donner des éléments de réponse à cette question. Elle a été rédigée par des auteurs dont certains appartiennent à EELV, au NPA ou au FdG, preuve donc que malgré des engagements divergents, on peut se mettre d'accord sur le fond des politiques à mener. Ce livre repose d'abord sur une analyse : la crise actuelle marque l'épuisement du mode d'accumulation du capitalisme productiviste néolibéral tel qu'il s'est mis en place au détour des années 1980. L'issue de cette crise n'est pas donnée d'avance et dépendra pour partie des mobilisations sociales et des rapports de forces qui seront créés. Mais le succès de ces mobilisations dépendra aussi du fait d'avoir une claire conscience des enjeux et des cibles auxquelles s'attaquer. C'est pour cela que ce livre propose une démarche stratégique en trois dimensions. Tout d'abord, il pointe les conditions de la transformation sociale, les préalables indispensables à toute politique de rupture : retrouver des marges de manœuvre par une réforme fiscale d'ampleur et un nouveau partage de la valeur ajoutée ; lever l'hypothèque de la dette en sortant celle-ci de l'emprise des marchés financiers ; contrôler

la finance pour permettre d'assurer le financement de la transition écologique, des activités tournées vers la satisfaction des besoins sociaux et l'emploi. À défaut, un gouvernement de gauche ne peut au mieux que s'embourber, au pire, et c'est le plus probable, mettre en œuvre des politiques néolibérales. Ensuite le livre examine les bases de la rupture : adopter des mesures d'urgence face à la crise pour réparer les dégâts causés à la grande majorité de la population ; changer de logique économique et prendre des mesures de protection des salariéEs afin d'aller vers un plein emploi de qualité ; engager une bataille pour refonder l'Union européenne en commençant par refuser de ratifier le Pacte de stabilité. Enfin, le livre examine les voies et les moyens d'amorcer un nouveau mode de développement par l'extension du domaine public, une réindustrialisation écologique et une politique d'égalité effective entre les hommes et les femmes. Ces trois dimensions ne sont pas des étapes successives séparées dans le temps, mais des moments d'une même dynamique politique et économique qui brise les mailles du filet néolibéral permettant ainsi d'engager un processus de transformation sociale.

Pierre Khalifa,
coprésident de la Fondation Copernic

1. *Changer vraiment, quelles politiques économiques de gauche ?*, Jean-Marie Harribey, Pierre Khalifa Et Christiane Marty (coord), Guillaume Étievant, Norbert Holcblat, Michel Husson, Alain Lipietz, Jacques Rigaudiat, Stéphanie Treillet, Éditions Syllepse, juin 2012.



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2012

Y a quoi au programme ?

Du 26 au 29 août à Port-Leucate, le NPA prendra le pouls de la période et discutera du rôle que les anticapitalistes peuvent jouer pour résister à la crise.

Dans un cadre détendu, débats, formations, meeting et concert.

Dans le thème central «interroger l'anticapitalisme» composé d'une quinzaine de séances, il s'agira tout d'abord d'apprendre la période, en s'appuyant pour cela sur nos nombreux intervenants et invités. Crise économique globale analysée par Charles-André Udry, mécanisme de la dette présenté par Charles Aubin, critique radicale du productivisme capitaliste par Michael Löwy, et éclairages internationaux. Pour cela, mentionnons notamment la présence de militants grecs de Syriza et d'Antarsya qui auront beaucoup à nous dire, ainsi que celle de Damien Millet, porte-parole français du Comité pour l'abolition de la dette du tiers-monde. Expériences avancées de résistances et révolutions sont aussi menu de ce cycle : luttes autogestionnaires dans les entreprises, révolutions du Maghreb et du Machrek en compagnie de nos invités internationaux, bilan des tentatives de convergence des luttes ces dernières années...

Le dernier volet de ce cycle central sera consacré aux questions actuelles auxquelles sont confrontés les anticapitalistes. Montée en puissance du protectionnisme à gauche avec Henri Wilno, mouvement des Indignés avec nos invités de Grèce et de l'État espagnol, que faire ensemble pour lutter contre l'austérité de gauche avec des partis et organisations de la gauche sociale et politique, retour sur la construction du NPA et des autres forces politiques anticapitalistes européennes, débats sur le fonctionnement et la démocratie dans un parti comme le nôtre...

Mais le programme est loin de se réduire à ce seul cycle. L'Algérie sera aussi particulièrement présente cette année avec plusieurs débats consacrés tant à l'histoire, 50^e anniversaire de l'Indépendance oblige, qu'à l'actualité sociale de ce pays. Le tout en présence notamment de militants du Parti



Université d'été 2011. Préparation du meeting d'ouverture. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/AD RIEN)

socialiste des travailleurs algériens. En trois séances, les extrêmes droites française et européennes seront passées au crible, avec en prime une soirée autour du film documentaire sorti récemment en salle *Mains brunes sur la ville* présenté par son réalisateur.

Du présent au passé, nous reviendrons aussi sur les différentes expériences de la gauche au pouvoir, pour mesurer la trajectoire de la social-démocratie de Blum devenue le social-libéralisme d'Hollande, et notre commission nationale formation continuera son cycle commencé les années précédentes autour des grandes «figures du mouvement ouvrier».

Cette année encore, la Société Louise-Michel et ses invités, notamment le sociologue Luc Boltanski, seront présents pour ouvrir

de nouveaux horizons philosophiques, sociologiques, politiques.

On ne vous dit pas tout de ces belles journées d'été, pour que vous découvriez encore plein de choses très variées dans quelques semaines...

Et puis, la tête bien pleine des échanges de la journée, il y aura bien entendu le dimanche 26 août au soir le grand meeting de rentrée du NPA. Enfin, dans la soirée du mardi 28 aura lieu un grand concert d'HK & les Saltimbanks car plus que jamais, au NPA, «on lâche rien!» Qu'on se le dise.

La commission Université d'été

Pour plus de précisions, retrouvez la plaquette d'inscription sur le site du NPA npa2009.org ou écrivez-nous à universite.ete@npa2009.org

AIR FRANCE **Austérité pour les salariés, profits pour les actionnaires**

En prévoyant la suppression de 5 000 emplois en moins en deux ans, Air France veut développer sa croissance sur le dos des salariés.

Deuxième transporteur aérien mondial, le Groupe AF/KLM a un appétit d'ogre : rachat d'Alitalia, mainmise sur le marché de l'Afrique de l'Ouest et de l'Océan Indien, développement en Asie, etc.

Et pour tout cela, le groupe veut des capitaux et attirer les investisseurs. Seul hic dans cette perspective, les salariés d'Air France ont su depuis 30 ans maintenir des salaires et des acquis qui font désordre pour les agences de notation ! La direction veut donc imposer un recul social d'ampleur, un «*changement de modèle social*» comme le dit le nouveau PDG Alexandre de Juniac : blocage des salaires et des avancements sur deux ans, baisse de l'ancienneté, blocage des embauches, mise en pièces des accords collectifs sol et navigants. Au total, une baisse des effectifs de plusieurs milliers d'emplois, une baisse des rémunérations permettant un gain de 20% de productivité et de 5 à 700 millions d'économie pour les patrons.

Pour imposer cela, les dirigeants font de l'intox depuis six mois sur la situation «catastrophique» de l'entreprise, des «centaines de milliers d'euros de pertes», alors

que les avions sont pleins, qu'AF/KLM prévoit d'ici 2015 plus de 2% de croissance annuelle, et a réalisé en 2011 plus de 1 milliard d'investissement.

Malheureusement, jusqu'à aujourd'hui, à part SUD, aucun syndicat ne s'oppose réellement à la propagande de la direction ni n'appelle à se mobiliser. De même, seuls le NPA et LO dénoncent la supercherie, le PCF quant à lui gobe la farce du déficit et appelle l'État à la rescousse pour donner des capitaux ! Le 21 juin, date d'annonce des «sureffectifs» en comité central d'entreprise (CCE), l'appel à la grève de SUD Aérien, malgré une très grande sympathie, a donc eu peu d'impact à l'échelle de toute l'entreprise, beaucoup de salariés attendant le détail des annonces et espérant quand même une réaction syndicale plus large.

La dernière réunion de «négociations» aura lieu ce vendredi 29 juin, les signatures des nouveaux accords pourris prévues d'ici les premiers jours de juillet.

Mais la colère monte : vendredi 22, plusieurs centaines de mécanos du centre industriel d'Orly ont débrayé, après qu'un cadre a annoncé la fermeture d'un hangar avion. Mécanos avion et moteur se sont

retrouvés. Un collectif des salariés moteur s'est constitué, exigeant qu'il n'y ait pas de signature avant septembre, que les salariés soient informés et consultés par référendum sur les nouveaux accords pour empêcher certains syndicats de signer n'importe quoi, ainsi que l'embauche des jeunes apprentis que refusait la direction.

Monte aussi la volonté d'interpeller le nouveau gouvernement qui prétend s'opposer à la désindustrialisation et aux suppressions d'emplois et ferme complaisamment les yeux sur le plan d'Air France qui supprime 5 000 emplois pour financer sa croissance et ses actionnaires.

Tout cela inquiète fortement la direction qui croyait avoir réglé son affaire et bien contrôlé les syndicats «représentatifs».

D'où une première réaction : malgré le gel officiel de toutes les embauches dans Air France, la direction de l'Industriel a annoncé lundi 25 juin qu'elle allait embaucher 40 apprentis... si les syndicats signaient centralement les accords pourris ! À suivre donc !

Correspondants

ÉDUCATION NATIONALE

Tout ça ne fait pas le compte !

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les 1 000 postes promis dans le premier degré sont tombés ! La répartition tiendrait compte du niveau d'encadrement de chaque académie, de la variation attendue des élèves, des difficultés sociales et scolaires et de la ruralité.

Après avoir lancé la discussion sur les rythmes scolaires sans jamais l'élargir aux conditions de travail des enseignantEs et aux conditions d'apprentissage des élèves, Peillon continue sur sa lancée du «je vous ai compris!»

Ainsi, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, lors de sa rencontre du 4 juin avec les syndicats, la joue «correct» et ouvert au dialogue. Une entente cordiale, en somme. Bien sûr, les «pas besoin de diplôme Bac + 5 pour changer des couches-culottes» et autres «le maître ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur» de Darcos et Sarkozy avaient profondément choqué, à juste titre, le milieu enseignant, en l'humiliant et le rabaisant. Ainsi, Peillon, en s'adressant cordialement à ce secteur, mise sur la confiance par la parole. Soit. Mais que reste-t-il après les belles paroles et quelques miettes pour apaiser les cœurs ? Parce que le véritable baromètre doit être de savoir si pour les personnels et les élèves la rentrée 2012 se fera dans des conditions notablement meilleures qu'en 2011. La réponse est non.

Et pour s'en convaincre quelques chiffres suffiront :

- 80 postes attribués à l'académie de Versailles quand 233 ont été supprimés.
- 100 postes attribués pour l'académie de Versailles quand 260 ont été supprimés dont 63 pour le seul département des Hauts-de-Seine.
- 65 postes attribués pour l'académie de Grenoble quand 153 ont été supprimés.
- 30 postes attribués pour l'académie de Lille quand 399 ont été supprimés.

Ces seuls exemples permettent de remettre les compteurs à jour : en cinq ans, 80 000 postes ont disparu. À cette seule rentrée, 14 000 postes en moins dont 6 000 pour le premier degré.

Alors, la vraie mesure d'urgence, c'était l'annulation, dès septembre 2012, de la suppression des 6 000 postes pour le premier degré et des 8 000 pour le secondaire.

Mais au-delà des mesures d'urgence, il n'y a, à ce jour, aucun début de remise en cause des mesures qui ont profondément dégradé l'Éducation nationale en tant que service public : l'abrogation de la loi sur le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Dans l'Éducation nationale, les 60 000 postes prévus sur cinq ans seraient des effectifs n'excédant pas 20 élèves par classe. Nous voulons la remise à plat des dossiers sur l'autonomie des établissements, sur la réforme des lycées et du bac pro.

Il y a un an presque jour pour jour, les syndicats enseignants tentaient de se mettre d'accord sur une journée de grève en septembre contre la suppression des postes, pour de meilleurs conditions de travail incluant aussi la rémunération.

Il y a en réalité autant de raisons en juin 2012 de porter cette discussion : nous ne voulons pas de retraités pour «tutorer» les jeunes collègues, nous voulons un plan de rattrapage des 80 000 postes supprimés et la création de postes permettant des effectifs n'excédant pas 20 élèves par classe. Nous voulons la remise à plat des dossiers sur l'autonomie des établissements, sur la réforme des lycées et du bac pro.

Autrement dit, les conditions apaisées dans la forme du dialogue ne peuvent être des raisons suffisantes pour être confiants mais vigilants comme l'ont déclaré les syndicats à l'issue de la rencontre du 4 juin.

Dès la rentrée, nous devons refuser toute fermeture de classe dans les écoles, toute suppression d'heure d'enseignement dans le secondaire, et cela se discute et se prépare dès maintenant.

Denise Sarraute



Le CPN des 12 et 13 mai a adopté à une large majorité la motion suivante (extrait) : « La réunion nationale des 7 et 8 juillet vise à permettre les discussions sur le bilan de la période électorale de la présidentielle et des législatives ainsi qu'à se prononcer sur notre orientation face à la nouvelle situation politique qui en résultera jusqu'au congrès. [...] Des résolutions différentes pourront être proposées en cas de désaccord. Elles seront enregistrées par le CPN qui se déroulera sur une seule journée le week-end du 23 et 24 juin ». Au cours de ce CPN, et à la suite d'un débat contradictoire, cinq plateformes électorales ont été enregistrées. En outre, une motion fera l'objet d'un envoi national sans être le support d'une plateforme nationale : « Pour une démarche de refondation ».

PLATEFORME E **Pour une réorientation radicale du parti, seule façon de le sortir de sa crise**

Le CPN, réduit à la moitié de son effectif, avait pour but d'enregistrer les textes présentés pour la réunion nationale. Le bilan de la campagne électorale a été assez rapide, la P1A l'estimant globalement réussie, la GA la jugeant nulle et la P2 ne disant presque rien. Pour notre part, nous avons souligné les aspects positifs autant que les limites : une voix ouvrière, anticapitaliste, écologiste et lutte de classe s'est fait entendre ; mais elle est restée floue sur le programme politique et le projet de société, nos « mesures d'urgence » sont apparues plus radicales que le FdG, mais sans se distinguer du réformisme faute de mettre en avant la nécessité d'un gouvernement des travailleurs, l'expropriation des grands groupes capitalistes, le projet socialiste.

Quant aux perspectives, la GA a confirmé sa demande que le NPA intègre le FdG. Elle sait bien sûr que cette proposition sera ultraminoritaire, mais il s'agit pour elle de médiatiser son départ. La meilleure réponse serait donc que la CN vote vite sur ce point, puis qu'on passe aux débats de fond.

Or la P1A en profite pour dramatiser avec un chantage à l'unité : soit on vote sa plateforme (F), soit le parti va à la catastrophe... Pourtant, c'est ce genre de « méthodes » et d'« orientations » qui déboussole et démoralise les camarades ! Car ce texte est une fois

de plus vide sur le programme comme sur les priorités d'implantation et d'activité, mais se focalise sur le FdG, entretenant le flou complet, notamment par l'idée d'un « front politique » avec lui. C'était en effet une condition pour un accord avec la partie de la GA qui veut rester.

La majorité de la P2, elle aussi au nom de l'unité du parti, a passé tout le CPN à tenter d'obtenir encore une fois un accord au sommet avec la P1A. Or celle-ci a refusé un accord total puisqu'elle veut aussi « l'unité » avec sa propre droite... La P2 a donc finalement été poussée malgré elle à faire sa propre plateforme (I), mais sans même osé assumer un vrai texte, se contentant de deux amendements à celui de la P1A. La capitulation n'est certes pas complète, mais cela n'a rien à voir avec une orientation alternative !

Nous rejetons pour notre part la « méthode » consistant à éluder les discussions politiques au moment même où l'on prétend donner la parole aux camarades et aux comités. Si le parti est en crise, ce n'est pas tant à cause des divergences que parce qu'elles ne sont pas débattues, en particulier les questions de programme et d'implantation. De plus, beaucoup de camarades se saisissent à juste titre de la CN pour dénoncer les problèmes de fonctionnement et de démocratie ; nous avons proposé que

ce soit un point spécial de la CN, dont la préparation même est déplorable puisque les textes n'arrivent aux camarades que trois jours avant les premières AG.

Sur le fond, nous avons proposé à la P2 d'élaborer ensemble une plateforme, ce que sa direction a superbement ignoré au profit des tractations avec la P1A. Nous l'avons proposé aussi à la Fraction l'Étincelle, qui n'était pas pour ces tractations (bien qu'elle ait été jusque-là partie prenante de la P2 et de ses accords avec la P1A). Mais elle a préféré présenter sa propre plateforme qui recoupe les deux amendements de la P2 en les développant d'une façon qui nous convient largement, mais cela ne suffit absolument pas à définir une orientation globale en termes de projet politique, de programme et d'internationalisme.

Dès lors, nous maintenons la plateforme (E) pour une réorientation radicale du NPA, seule à même de le sortir de sa crise : indépendance à l'égard du FdG ; défense d'un programme de transition qui ouvre sur notre projet de société socialiste ; tournant vers l'implantation dans le monde du travail et les luttes ; internationalisme.

Daniela, Ludivine, Ludovic, Marie, Vincent

PLATEFORME F **La motion de rassemblement**

L'enjeu de cette réunion nationale (RN) est de réaffirmer le plus largement et le plus fortement possible la nécessité de construire un parti anticapitaliste indépendant. Nous voulons prendre appui sur notre courte histoire et les acquis de nos campagnes pour rassembler nos forces dans la continuité de l'orientation que nous y avons défendue, face au contexte nouveau que créent l'arrivée de la gauche libérale au pouvoir et l'accentuation de la crise.

C'est dans cet état d'esprit que nous avons rédigé le texte de notre plateforme. Il est le produit d'un travail de rédaction collectif dans le cadre de la réunion d'écriture issue de la commission de préparation de la RN puis du CPN et auquel ont participé des camarades de la P1A, de la P2, de la position B, de la GA restant au NPA, du NPA d'action, du réseau libertaire, des « non-alignés du 13 ». Il s'agit d'une motion qui vise au rassemblement de notre parti au moment où sa crise aboutit à une scission.

La motion de la GA va jusqu'au bout de la rupture en décidant de rejoindre le Front de Gauche. Nous sommes convaincus que ce choix est une erreur au regard du projet du NPA, celui du regroupement des anticapitalistes pour la transformation

révolutionnaire de la société. Le projet du Front de Gauche est celui d'un mouvement antilibéral réformiste souvent intégré aux institutions. Ce n'est pas le nôtre. Même pour influencer, entraîner avec nous ses militants, nous avons besoin de préserver notre indépendance, indispensable pour développer notre propre politique, défendre nos réponses à la crise, intervenir dans les luttes et les mobilisations, faire vivre dans les syndicats un courant lutte de classe opposé aux politiques du dialogue social. Pour ces raisons, le NPA n'intégrera pas le Front de Gauche même si un travail est possible et nécessaire avec lui et ses militants. La texte de la plateforme F est signée par des membres de l'ensemble des sensibilités qui ont participé à sa rédaction sauf des camarades de la P2 qui s'en sont dissociés autour de deux amendements qui ont abouti à une plateforme différente. Ces amendements ne faisaient pas accord parmi l'ensemble des participants à ce travail de rédaction. Le premier sur le Front de Gauche reprend des formules qui ne faisaient pas consensus, le deuxième écarte l'idée de redonner l'initiative aux comités tout en tranchant un débat sur la place des élections dans notre bataille politique en formulant une critique implicite de nos campagnes, critique non

discutée ni partagée par tous.

Méfiant vis-à-vis de la nécessité du rassemblement s'adressant en particulier aux camarades de la GA qui ne souhaitent pas partir ou qui s'interrogent, divisés sur la politique à avoir vis-à-vis du Front de Gauche, ces camarades ont préféré maintenir leurs amendements. Nous le regrettons d'autant plus que les volontés de rassemblement étaient bien réels de part et d'autres et que la plateforme I reprend l'essentiel de notre texte élaboré ensemble. Sans doute une étape vers de nouvelles évolutions...

Il ne faut pas se tromper de rythme ni de moment. Cette RN n'est pas le congrès. Elle vise à nous rassembler pour construire et relancer le NPA. Elle doit permettre à l'ensemble des camarades de reprendre la parole pour élaborer ensemble une orientation dans la perspective de construire une opposition de gauche au gouvernement, de retrouver la confiance, des liens démocratiques pour préparer notre congrès, nous tourner vers l'extérieur, vers le monde du travail et la jeunesse, refonder notre parti.

PLATEFORME G **Reprendre pied sur le terrain politique**

C'est dans une situation d'affaiblissement et d'isolement mortels que le NPA va tenir sa prochaine conférence nationale. Notre parti se trouve désormais dans une impasse. Cinq textes sont proposés au vote de ses membres. Pourtant, seuls deux choix sont possibles : quatre des positions développées conduisent à admettre et finalement théoriser notre relégation hors du champ de vision de la population en général et de l'essentiel des militantEs et des réseaux actifs au sein de la gauche radicale et du mouvement social. Il faut au contraire faire le choix de réintégrer un espace de confrontation stratégique et politique en nous inscrivant résolument dans la construction d'un front social et politique, nécessairement large. C'est ce que propose la Gauche anticapitaliste au NPA.

La PF se contente d'une posture abstraite et atemporelle, muette sur les principaux enjeux de l'heure. La PI propose de clarifier cette position en caractérisant plus nettement le Front de Gauche comme un adversaire politique, et en relativisant la place des élections, ce qui permet de résoudre simplement un problème compliqué. Il est vrai qu'étant donné le désastre politique et financier de la séquence électorale qui s'achève, on peut comprendre la pente suivie par des camarades par ailleurs peu

attachés au suffrage universel.

Nous pensons qu'il faut partir de deux idées clés :

1. L'espace politique à gauche du social-libéralisme, potentiellement hors de l'hégémonie du PS, ne peut être occupé et consolidé qu'à condition de proposer une orientation s'adressant à l'ensemble du spectre antilibéral et anticapitaliste pour l'unir sur une orientation claire et indépendante.

2. La consolidation et l'élargissement de cet espace constituent notre tâche prioritaire face à la crise et aux confrontations qu'elle va provoquer en Europe.

On ne peut dès lors s'adresser à celles et ceux que nous entendons mobiliser et polariser que dans le cadre d'un jeu de confrontation et d'alliance avec les autres forces prétendant exercer une hégémonie au sein de la gauche antilibérale. Il ne s'agit pas d'unité à tout prix mais d'opérer et d'intervenir à partir des démarcations essentielles : la construction de processus de mobilisations populaires, indissolublement sociaux et politiques, la défense et le développement de l'auto-activité des masses, l'indépendance par rapport au social-libéralisme...

Quel est le lieu d'où cette bataille peut être menée aujourd'hui ? À coup sûr pas le NPA en tant que tel, compte tenu de ce qu'il

est devenu : une force restreinte, marginalisée et perçue comme sectaire.

Est-elle possible hors du périmètre délimité par l'écho de la campagne du FdG à l'élection présidentielle, hors des organisations, des militantEs et réseaux militants, de l'électorat qu'il polarise désormais ? Il est évident que non. Inscrire cette perspective dans les coordonnées réelles de la situation c'est pour nous poser dès maintenant la perspective de la fondation au sein du FdG d'un « troisième pilier », regroupant la gauche radicale, anticapitaliste et écosocialiste.

Cette fondation suppose de s'adresser de manière large aux militantEs du mouvement social et de la gauche radicale et écologique – y compris à toutes celles et tous ceux, qui furent un temps (trop brièvement souvent) polarisés par le NPA à ses débuts. La contribution de ce regroupement au FdG est nécessaire à son élargissement démocratique. Un troisième pilier au sein du FdG pour regrouper de manière autonome la gauche radicale et écosocialiste, pour élargir et transformer le FdG et contribuer à la construction des résistances unitaires, pour peser dans les confrontations futures et les recompositions à venir.

Gauche anticapitaliste



Doux: marre de se faire plumer.

Selon des propos entendus sur place, Charles Doux, le doyen de la dynastie du même nom, aurait vidé sa belle demeure de Châteaulin dans le Finistère de tous les produits de luxe et autres tableaux de maîtres dans la nuit du vendredi au samedi, trois camions dit-on... juste la veille de la manifestation qui a rassemblé près d'un millier de personnes ce samedi 23 juin.

Il est vrai que la famille Doux aurait pu craindre la colère des salariés dont l'emploi est menacé, les salaires en berne et les conditions de travail plus que difficiles... ce ne fut pas le cas et l'on percevait dans cette manifestation plus d'angoisse que de colère, plus de résignation que de révolte.

Si les discours des dirigeants syndicaux ont tous mis l'accent sur la défense de l'emploi, rien n'a été dit de concret sur les perspectives sinon que le dépeçage du groupe Doux signifierait évidemment le dépeçage de l'emploi et des salariés. Rien non plus sur la nécessaire expropriation de ce groupe et de ses patrons, esclavagistes des temps modernes qui se sont enrichis par la surexploitation des ouvrières et des ouvriers et les subventions publiques équivalent à 1 milliard d'euros en quinze ans, soit deux à trois fois plus que l'endettement actuel du groupe. La première décision devrait être comme le dit la CGT « la mise sous tutelle publique du groupe Doux et de sa filière avicole ».

La seconde, c'est l'ouverture des livres de comptes et la saisie

y compris sur le patrimoine de la famille Doux, de l'ensemble des subventions publiques que cette dynastie a perçues.

La troisième, c'est le maintien de l'ensemble des emplois et la nécessaire refondation de la filière avicole pour une production agricole de qualité et une chaîne agroalimentaire à visage humain en pleine consultation et participation des paysans, des salariés et des consommateurs.

C'est en soutien aux salariés et pour développer ces propositions que les militants du NPA étaient présents en nombre ce samedi à Châteaulin.

Nos enfants ne sont pas des sardines!

Le 26 juin à 9 heures du matin, près de 100 parents d'élèves des écoles Eva-Salmon et Montesquieu de Vitry-sur-Seine ont occupé la rue pour réclamer l'ouverture de deux classes, en présence de Michel Leprêtre, élu de la ville. Selon les chiffres collectés par la direction des deux écoles, la moyenne des classes serait supérieure à 30 élèves pour la maternelle Eva-Salmon, et à 27,5 pour l'élémentaire Montesquieu. À deux reprises déjà, en février et en mai, la direction des écoles, les syndicalistes, les parents d'élèves FCPE, accompagnés de Dominique Étave, élue chargée de l'éducation à Vitry, ont été reçus en audience à l'inspection académique pour réclamer ces ouvertures de classes, sans succès. Le lundi 18 juin, les enseignants, quasiment tous en grève, et les parents d'élèves se

retrouvaient devant l'inspection académique à Créteil pour une nouvelle audience, comptant sur le changement de gouvernement pour se faire entendre. Mais sur les 1000 postes promis dans le primaire, 90 ont été affectés à l'académie de Créteil, mais 13 seulement pour l'ensemble du Val-de-Marne et aucun pour ces deux écoles, alors qu'elles se trouvent dans un quartier, le Port-à-l'Anglais, en pleine expansion. Par ailleurs, la politique de casse de l'éducation menée par Chatel a également supprimé la plus grande partie des remplaçants et lorsqu'un enseignant est malade, ce sont près de 30 enfants qui doivent être répartis dans des classes comptant déjà entre 29 et 30 enfants! La situation est donc insoutenable et si des classes ne sont pas ouvertes cela pourrait se traduire par l'impossibilité d'accueillir de nouveaux élèves en cours d'année. Forte du soutien de la mairie, du nouveau député de la circonscription, Jean-Luc Laurent, des parents, des enseignants et des habitants du quartier, la FCPE du groupe scolaire a décidé de continuer la mobilisation et, dans un premier temps, occupera de nouveau la rue vendredi 29 juin à 9 heures. Et si ça ne suffit, d'autres actions seront envisagées.

Soudan: mandat d'arrêt populaire contre El-Béchir.

Depuis le 16 juin, les manifestations se succèdent au Soudan et se sont étendues depuis le vendredi 22 à plusieurs villes comme Omdurman et Gedaref. Le fer de lance de la

contestation, ce sont les étudiants, mobilisés depuis 2011 contre le coût des frais d'inscription. Cette fois-ci, ils descendent dans la rue en réaction au plan d'austérité mis en place par le gouvernement, qui prévoit la suppression des subventions pour les carburants et la réduction des effectifs dans la fonction publique. Cette austérité est provoquée par la perte des trois quarts des ressources en pétrole du fait de la sécession du Sud-Soudan en réponse à une politique ethnociste de Khartoum. Des citoyens ont rejoint les étudiants et scandé à leur tour « le peuple veut la chute du régime ». Un régime au pouvoir depuis plus de vingt ans, qui a assuré dimanche qu'il ne s'agissait pas d'un « printemps arabe » mais d'étudiants « manipulés » et a annoncé lundi qu'il ne reviendrait pas sur les mesures d'austérité et fait réprimer immédiatement les manifestations à coups de matraques et de gaz lacrymogènes. Celles-ci, de petits rassemblements, ont rapidement tourné aux affrontements avec la police anti-émeutes et des éléments en civil. Les arrestations se succèdent. Sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale

internationale depuis 2009 pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour, Omar El-Béchir est cette fois-ci contesté par son propre peuple.

À Lyon, un père de famille Rom, premier expulsé sous François Hollande.

Le 22 juin, Sedat Kerimov a été expulsé laissant seuls Muzenka, son épouse, et son fils Serdar, 17 ans. Arrivé en France avec son frère, Sedat Kerimov fuyait les persécutions subies par la communauté rom en Macédoine. Le 29 mai dernier, les deux frères sont placés en détention. Alors que Sevdet est libéré et retrouve son épouse et son fils âgé de 14 ans et scolarisé à Lyon, Sedat est lui expulsé. On peut se demander si cette différence de traitement est due au fait que son fils n'est pas scolarisé. Mais si c'est le cas, il s'agit vraiment d'une double peine pour cette famille alors que cette absence de scolarisation est due à un manque de place dans les lycées pour les primo-arrivants. Il est très inquiétant que les politiques inhumaines de l'ère Sarkozy soit assumées et reconduites par le nouveau gouvernement.

Le chiffre

1 675 euros

C'est le salaire médian en 2010, tel que vient de le révéler la dernière enquête de l'Insee.

Ainsi, la moitié des salariés sont en dessous de ce montant qui est inférieur de 20% au salaire moyen. Les 10% des salariés les moins bien payés touchent moins de 1 142 euros par mois en équivalent temps plein, et leur salaire a diminué par rapport à 2009. Quant aux femmes, leur salaire est encore inférieur de 19,7% à celui des hommes toujours en équivalent temps plein. Face à ces chiffres, la hausse du Smic est loin du compte!

ROTO 93 On n'imprime plus



Dans cette zone industrielle du Blanc-Mesnil (93), une douzaine de salariés de Roto 93 essaient d'obtenir quelque chose du patron qui a tiré le maximum des hommes et des machines et bradé les clients sans rendre le moindre compte à ceux qui avaient assuré la vie de l'entreprise depuis des dizaines d'années. L'amertume le dispute à la colère. « On réclame plus que notre dû, le respect, la dignité ».

(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

NO COMMENT

Le principal reproche que je fais à Patrick Buisson c'est que son objectif, à mon avis, n'était pas de faire gagner Nicolas Sarkozy, il était de faire gagner Charles Maurras

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET SUR CANAL PLUS, LE 24 JUIN.

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®